

Edito du journal d'octobre 2006

Arrêtons de subventionner les grands distributeurs

Combien de temps encore les familles paysannes seront-elles prises comme bouc émissaire des grands distributeurs ? Peut-être piqués à vif par la publication du message sur la politique agricole 2011 qui les rend responsables pour plus de 25% de la différence de prix entre la Suisse et l'Europe, les distributeurs s'acharnent à nouveau sur les prix des produits agricoles. C'est ce que six grands distributeurs (Migros, Coop, Denner, Manor, Charles Vögele, Valora) ont fait lors d'une conférence commune le 26 septembre dernier. Depuis 10 ans, les prix aux producteurs ont pourtant baissé de plus de 25% alors que le prix au consommateur continue d'augmenter... Alors qui croit encore que les distributeurs, par leurs attaques incessantes sur les prix agricoles, désirent réduire les prix à la consommation?

Pour finir qui va payer cette réduction des prix agricoles? S'acheminer toujours plus vers un modèle agro-industriel à bas prix orienté vers l'exportation engendra des coûts. Jusqu'à quand le consommateur-citoyen sera-t-il prêt à subventionner des routes pour faire circuler des camions de crème, de beurre, des agneaux de Nouvelle Zélande, des dindes asiatiques, des tomates du sud de l'Italie produites avec le sang d'ouvriers polonais, des céréales génétiquement modifiées etc.? Jusqu'à quand sera-t-il prêt à subir les coûts externes liés à des transports aberrants, augmentant le taux d'ozone en été, provoquant des bouchons sur les autoroutes et dans nos villes? Jusqu'à quand sera-t-il prêt à payer les loyers et les infrastructures des «palaces de la consommation» construits par les grands distributeurs? Jusqu'à quand les réserves de pétrole permettront-elles de faire voyager ces produits sans tenir compte des coûts réels? Les distributeurs veulent faire baisser drastiquement les protections à la frontière pour faciliter l'entrée de produits à des coûts qui ne tiennent compte ni des conditions sociales ni des conditions environnementales qui existent en Suisse. Il n'est pas possible d'avoir le beurre et l'argent du beurre!

La proximité est une des meilleures assurances pour des produits de qualité. Chaque citoyen a encore prise sur ce qui est produit, par qui et comment. Les contrôles de la production, de la transformation et de la distribution sont maîtrisables et garantissent une filière sûre. Si le critère du prix entre en ligne de compte pour le consommateur, il est intimement lié aux critères de qualité et de proximité. Les distributeurs suisses ne se comportent de loin pas comme les partenaires commerciaux des familles paysannes, mais comme leurs fossoyeurs. Alors il serait temps de se poser la question de savoir si ceux-ci sont encore indispensables dans le paysage suisse. Ils prônent le libre-échange agricole avec l'Europe sans tirer, avec quelque humilité, les leçons de l'échec actuel du round de Doha. Si un système de distribution des produits, réparti dans toutes les régions, fonctionnant comme un véritable «service au citoyen», servant de plate-forme d'échanges entre les consommateurs et les producteurs est nécessaire, la politique «économique» prônée par les distributeurs n'est plus acceptable. Peut-être faudrait-il songer à changer les têtes pensantes de ces grandes entreprises et à les remplacer par des personnes ayant un engagement social, environnemental et économique? Pour le bien de toutes et de tous.